



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

40 ans de **solidarité**
pour le **développement durable**
de **l'Indianocéanie**



Document réalisé par l'Unité de communication
du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien.

© Commission de l'océan Indien, mars 2023

40 ans de solidarité pour le développement durable de l'Indianocéanie: nos actions, nos résultats, nos impacts

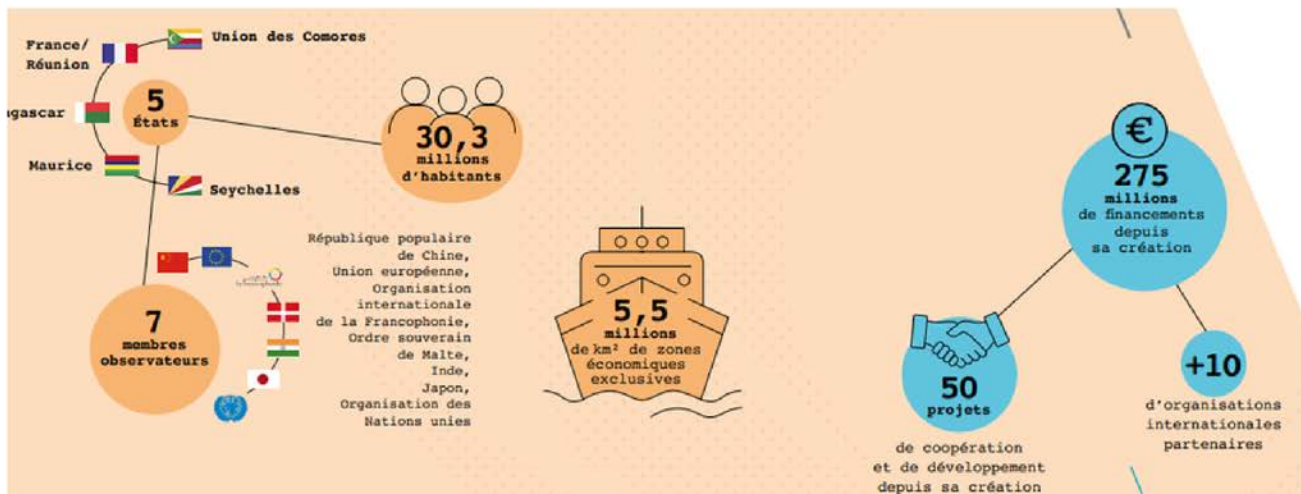
La COI en bref.....	1
Notre fonctionnement.....	2
Mobiliser et agir.....	3
Quels résultats?.....	4 - 17
Gouvernance et stabilité.....	5
Sécurité maritime.....	6
Environnement et climat.....	7 - 8
Pêches.....	9 - 10
Espace économique et entrepreneuriat.....	11
Economie circulaire / bleue.....	12
Sécurité alimentaire.....	13
Santé.....	14 - 15
Energies durables.....	16
Culture.....	17
Les impacts.....	18 - 19

La Commission de l'océan Indien a été créée en 1982 par Madagascar, Maurice et les Seychelles (Déclaration de Port-Louis). La COI est institutionnalisée en 1984 par l'Accord général de coopération connu comme "l'Accord de Victoria". En 1986, les Comores et la France au titre de La Réunion intègrent l'organisation.

La COI est une organisation intergouvernementale de coopération. Elle met en œuvre, sur décision de ses Etats membres, des actions collectives dans un large éventail de secteurs: promotion de la paix et de la gouvernance, sécurité maritime, gestion durable des écosystèmes et ressources naturelles, adaptation aux effets du dérèglement climatique, pêches, santé, connectivité régionale, coopération culturelle et universitaire, sécurité alimentaire et nutritionnelle ou encore économie bleue. La COI participe ainsi, en appui à ses Etats membres, à la réalisation des Objectifs de développement durable à l'échelle de l'Indianocéanie.

La COI bénéficie du soutien actif d'une dizaine de partenaires, dont l'Union européenne, l'Agence française de développement, la Banque mondiale, le Fonds français pour l'environnement mondial ou encore le Japon et les agences spécialisées des Nations unies.

Gagnant en attractivité, la COI a créé un statut de membre observateur en 2016. Ils sont au nombre de sept.



Les instances décisionnelles

Le Conseil des ministres: Réunissant les ministres des Affaires étrangères des Etats membres une fois par an, c'est l'instance suprême de l'organisation.

Le Comité des Officiers permanents de liaison (OPL): Les OPL sont de hauts-fonctionnaires des Etats membres qui ont un rôle de suivi de la mise en œuvre des décisions du Conseil des ministres et de préparation du Conseil. Ils sont l'interface première du Secrétariat général de la COI au niveau national et ont ainsi un rôle d'impulsion, de suivi et de relai.

Le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement: Le Sommet n'est pas un organe statutaire de la COI. Quatre sommets ont été organisés depuis la création de l'organisation: 1991 à Madagascar, 1999 à La Réunion, 2005 à Madagascar et 2014 aux Comores.

Organe exécutif

Le Secrétariat général de la COI a été créé en 1989. Il est basé à Ebène (Maurice). Il est chargé de la mise en oeuvre des décisions des Etats membres, de l'exécution des projets de coopération, des partenariats et négociations.

Le Secrétariat général compte 36 agents. Avec les équipes des projets en cours, l'effectif* grimpe à 113 personnes dont...

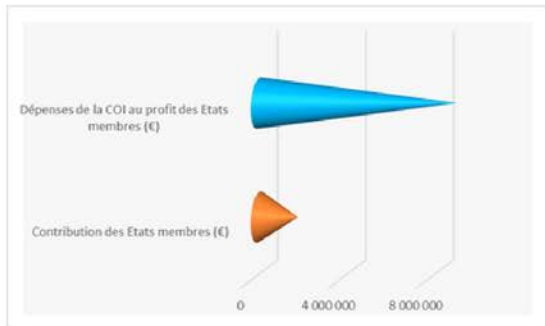
7% Comoriens | 20,5 % Français | 23% Malgaches | 39% Mauriciens | 5,5 % Seychellois | 5% d'autres nationalités

Révision de l'Accord de Victoria: qu'est-ce qui change?

En mars 2020, le 34e Conseil des ministres de la COI a adopté l'Accord de Victoria révisé. Le processus de ratification est complété aux Comores, Madagascar et Seychelles, et est en cours en France et à Maurice.

La révision du texte fondateur de l'organisation répond au besoin de modernisation institutionnelle de l'organisation après 40 ans. Ainsi, l'Accord de Victoria révisé élargit les missions de la COI, formalise le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, ouvre la voie à un lien plus direct entre la COI et les ministères sectoriels (conférences ministérielles thématiques), induit le statut d'observateur permettant de diversifier les partenariats et sources de financement, entre autres.

Un ratio coût-bénéfice favorable



En 2020, les contributions des États membres (statutaires et non-statutaires) s'élevaient à 1,7 million €. La même année, les dépenses de la COI au profit de ses États membres ont atteint 9 millions €. Autrement dit, pour 1 € investi, les États membres ont perçu en activités, formations ou équipements 5,3 €.



La COI, une force de mobilisation ressources pour l'Indianocéanie

267,5 millions d'euros mobilisés par la COI dont 171 millions gérés par le Secrétariat général pour la période 2018-2027

Un portefeuille de projets conséquent (2022-2024)

20 projets en cours ...



climat et environnement



sécurité maritime



formation professionnelle & coopération universitaire



paix et gouvernance



pêches et économie bleue



économie circulaire



culture



santé



sécurité alimentaire et nutritionnelle



connectivité régionale

... avec le concours de **+30 partenaires** techniques et financiers



- **Rôle déterminant** et reconnu de la COI dans le **processus de sortie de crise** à Madagascar (2009-2013) conduisant au retour à l'ordre constitutionnel
- **4 missions d'observation ou d'écoute** organisées à l'occasion de scrutins nationaux entre 2013 et 2020
- Redynamisation de l'**Association des parlementaires** des Etats membres de la COI
- Relance de la **plateforme régionale « Femmes en politique »**
- Création d'un **réseau électoral de l'océan Indien** réunissant les commissions nationales en charge des élections pour partager les expériences, renforcer les capacités
- **Formation des journalistes** des Etats membres sur la couverture électorale, parlementaire et la gouvernance / démocratie
- Près de **100 institutions de gouvernance** touchées par le projet Gouvernance, paix et stabilité
- **48% des personnes touchées** par le projet GPS sont des **femmes**



- 2 accords régionaux d'échange et de partage d'informations maritimes et de coordination d'actions en mer par 7 Etats (Etats membres de la COI, Djibouti et le Kenya)
- Une architecture de sécurité maritime inédite en Afrique reposant sur 2 Centres régionaux, le premier de Fusion de l'information maritime basé à Madagascar et le second de Coordination opérationnelle basé aux Seychelles
- Une aire d'opération de 14 millions de km²
- +10 partenariats avec des Etats, missions navales, Centres nationaux / régionaux de sécurité maritime, organismes internationaux et opérateurs privés
- Mise en réseau avec les Centres de sécurité maritime à l'échelle de l'Afrique et de l'Indopacifique
- Renforcement des capacités nationales en formations, entraînements, exercices de simulation, équipements
- Elaboration de protocoles d'action, notamment pour la prévention et la lutte contre les risques de pollution
- 5 opérations coordonnées en mer conduites depuis fin 2022 avec la contribution de la mission EUNAVFOR Atalanta ou les forces navales britanniques, entre autres



Gestion des zones côtières et biodiversité

- Mise en place d'un **système pérenne de suivi des récifs** coralliens et d'un réseau de **26 aires marines protégées** à l'échelle régionale
- **63 projets de gestion durable des zones côtières** soutenus (2009-2011)
- **29 projets locaux de préservation de la biodiversité** et d'amélioration des conditions de vie portant notamment sur l'agroforesterie et la filière bois-énergie, la gestion des mangroves, la gestion côtière, l'écotourisme et la protection des mammifères marins ou encore la recherche scientifique
- **39 subventions octroyées à des porteurs de projets locaux de conservation des écosystèmes ou d'activité génératrices de revenus**, dont gestion communautaire de mangroves ou aires marines protégées ; algoculture ; culture vivrière ; restauration de forêts littorales...
- **Mise en réseau et échanges d'expérience des acteurs** de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) et de la préservation de la biodiversité marine dont Globice (cétacées) et Kelonia (tortue) de La Réunion, Reef Conservation de Maurice ou Cétamada de Madagascar
- Contribution à l'élaboration du **protocole régional GIZC de la Convention de Nairobi**
- Projet de résilience des populations et des écosystèmes côtiers (RECOs), en cours:
 - **1 comité scientifique et 4 groupes thématiques associés** mis en place pour une collaboration scientifique régionale renforcée sur les thématiques des zones côtières (aires marines protégées, écosystèmes marins essentiels, interface terre-mer, éducation environnementale en milieu côtier)
 - **5 projets pilotes de résilience appliquant des solutions basées sur la nature** élaborés à Madagascar et Comores ; 2 en phase d'identification à Maurice et aux Seychelles
 - **1 appel à projets régional et 1 programme d'échanges d'expertises** sur les thématiques de la GIZC à lancer au cours du premier semestre 2023





Education à l'environnement

- Développement du réseau « Eco Schools » (éco-écoles) dans les Etats membres : **+100 écoles labellisées, +25 000 élèves impliqués, +300 enseignants formés, +90 formateurs**
- **1 valise pédagogique sur le développement durable** créée et diffusée auprès de +100 écoles
- **1 manuel de l'enseignant et des fiches d'activités** sur les Objectifs de développement durable créé et diffusé au sein du réseau régional Eco Schools
- **1 bande-dessinée « Le voyage de Dylans »** sur le développement durable réalisée avec des écoliers de la région et des dessinateurs avec **implication directe et diffusion auprès de plus de 50 écoles** des Etats membres de la COI et de Zanzibar **touchant plus de 13 000 élèves**

Climat

- Appui aux Etats membres pour les **négociations et la participation aux Conventions internationales** sur le climat et la réduction des risques de catastrophes
- Organisation de **11 forums annuels de prévisions saisonnières** pour le Sud-Ouest de l'océan Indien mobilisant les services météorologiques de 11 pays de l'océan Indien et de l'Afrique australe avec Météo France Réunion et l'Organisation mondiale de la météorologie
- **Equipements et formations** au bénéfice des centres nationaux de météorologie, notamment 3 ingénieurs météorologues formés en 2019 au développement des services climatiques et aux outils de modélisation climatique par Météo France Réunion
- Lancement d'un **projet de 55,5 millions € sur le renforcement des capacités hydrométéorologiques** avec équipements, formations, développement d'outils et planification sectorielle grâce aux services climatiques
- Soutien aux actions de **prévention et d'intervention sur le terrain de la Plateforme d'intervention pour la région de l'océan Indien de la Croix-Rouge français (PIROI)** face aux risques de catastrophes : pré-positionnement de matériels, sensibilisation aux risques, interventions post-cyclonique...
- **Développement d'outils et de services basés sur les technologies d'observation de la Terre** pour le suivi des milieux côtiers (gestion des ressources halieutiques, suivi de l'érosion, risques sanitaires liés à la prolifération temporaire d'algues)
- Création d'un **réseau régional des jeunes, SYAH**, dont les actions ont permis d'aboutir au bannissement des plastiques à usage unique aux Seychelles, au renforcement du plaidoyer climat par la jeunesse lors des COP ou encore à la sensibilisation des jeunes sur le dérèglement climatique



Programme de marquage de thons

- **+168 000 thons marqués et +30 000 recaptures.** Ce programme (2004-2009) donne jusqu'à ce jour la base scientifique nécessaire au suivi et à la gestion des stocks de thonidés de l'océan Indien au niveau de la CTOI. L'océan Indien occidental est la deuxième zone de pêche aux thons mondiale dont l'Union européenne est le principal marché

Plan régional de surveillance des pêches depuis 2014

- **8 pays participants** couvrant une zone de coopération de **7,23 millions de km²** de ZEE: Comores, France (Réunion), Kenya, Madagascar, Maurice, Mozambique, Tanzanie, Seychelles
- **60 patrouilles conjointes en mer** ont été menées conduisant à renforcer le dispositif de répression et surtout à accroître significativement la dissuasion pour un total de **35 300 jours d'observation en mer** réalisés et **1 006 heures de vol** (patrouilles aériennes en appui aux patrouilles en mer)
- **883 navires suivis** via le système régional de suivi des navires (VMS régional) pour un total de **5,40 millions de données échangées**
- **410 images satellites partagées** dont 30 par le CROSS de La Réunion
- **1672 échanges d'information sur les licences de pêches** entre les pays participants
- **12 navires arraisonnés**
- **Diminution des infractions graves constatées**



Gestion durable des pêches

- Saison de fermeture de la pêche aux poulpes à Rodrigues (Maurice) permettant un accroissement significatif des prises et des revenus. Action appropriée par les autorités et la population bénéficiaire : décision de mettre en place deux saisons annuelles de fermeture au regard des impacts socioéconomiques et environnementaux. Extension de la saison de fermeture de la pêche aux poulpes à toute la République de Maurice et reproduction / adaptation de cette expérience à Zanzibar (Tanzanie) et à dans certaines régions côtières de Madagascar
- Appui à la création de la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI) et soutien à ses activités, dont échanges interprofessionnels, formations et équipements
- Organisation de cinq foires régionales des professionnels de la pêche entre 2014 et 2018
- 9 projets de démonstration soutenus dans 9 pays de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien, notamment 5 dispositifs de concentration de poissons (DCP) sont mis à la disposition de 3000 potentiels pêcheurs artisanaux à Maurice pour augmenter leur prise ; plus de 3 000 étudiants sensibilisés sur l'importance de l'océan et ses ressources à Madagascar ; 245 pêcheurs du Mozambique accompagnés pour améliorer la conservation et la vente de leurs prises et ainsi accroître leurs revenus...



- Impulsion et accompagnement de la COI de 6 opérateurs privés des télécommunications pour l'installation du câble à très haut débit METISS, d'une puissance de 24 térabits et d'une longueur de 3200 km (Maurice – La Réunion – Madagascar – Afrique du Sud) : démocratisation de l'accès à l'internet haut débit, infrastructure ouverte et partagée, redondance régionale de la connectivité, innovation (5G) ...
- Impulsion de la COI pour la création de l'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien devenue Cap Business océan Indien
- Impulsion de l'Association des îles Vanille (réunion des offices du tourisme de la région) et de l'Alliance Vanille des transporteurs aériens
- Accompagnement de la COI pour les négociations menant aux Accords de partenariat économique intérimaires avec l'Union européenne et leur complétion
- Plaidoyer pour la reconnaissance des besoins spécifiques des îles tant sur le plan économique et infrastructurel que climatique et environnemental, entre autres
- Création d'un bulletin régional sur le transport maritime régional et les tendances des marchés auprès d'un réseau régional d'acteurs portuaires et commerciaux
- 1 association régionale de jeunes entrepreneurs créée « Synergie Jeune » et 5 forums régionaux organisés à Maurice, La Réunion et Madagascar
- 1 certificat d'origine COI utilisés par les opérateurs économiques pour faciliter les échanges commerciaux intrarégionaux

TRIO



- 1 forum « Eco.actions » pour promouvoir l'économie circulaire et un concours « Blue Champion Award » sur l'innovation dans l'économie bleue / circulaire organisés : +300 participants au forum provenant de 9 pays ; +15 participants au concours dont l'un des lauréats a vu son innovation brevetée à Maurice et aux Etats-Unis avec le soutien de la COI
- 1 plan d'action régional sur l'économie bleue développé avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
- 1 plan régional de gestion et valorisation des déchets
- 3 projets en cours sur l'économie bleue, la valorisation des déchets, la lutte contre la pollution marine plastique et l'entrepreneuriat circulaire: ExpLOI, TWENex et AIODIS
- 1 campagne de sensibilisation auprès des jeunes dans 9 territoires insulaires d'Afrique et de l'océan Indien sur la prévention et la réduction de la pollution marine plastique reconnue par le secrétariat de la Décennie des Nations unies sur les océans: +18 000 jeunes de 8 à 15 ans sensibilisés



- 1 projet de mise en place d'une **filière régionale de semences** pour le développement de filières agricoles résilientes au dérèglement climatique
- **Diffusion des pratiques agroécologiques** auprès des communautés paysannes
- 1 action régionale de **lutte contre la mouche des fruits ayant permis de réduire significativement l'impact de ce nuisible** sur les cultures de fruits et légumes et de maintenir / augmenter la productivité
- Campagnes de **sensibilisation à la nutrition et à l'hygiène alimentaire**
- Appui aux **laboratoires nationaux d'agronomie**
- Etudes sur les **filières agroalimentaires ayant une vocation régionale** pour faciliter l'investissement et la production



Création du réseau régional de surveillance épidémiologique et de gestion des alertes, SEGA – One Health

- **+300 professionnels** de santé humaine, animale et environnementale : application concrète de l'approche Une Seule Santé
- **+10 institutions de référence** (CIRAD, PIROI, Institut Pasteur de Madagascar, MIH...)
- Coordination et **collaboration avec les institutions internationales** : OMS, OMSA, OIM, FAO, Africa CDC...

Surveillance épidémiologique

- **Appui au fonctionnement, formation, accompagnement technique et équipement** des services nationaux de surveillance épidémiologiques et des directions nationales de l'élevage
- Echange d'informations sanitaires : **332 bulletins de veille publiés et partagés** par l'unité de veille sanitaire de la COI depuis 2009 ; diffusion de **plus de 800 rapports de situation Covid-19** ; **+400 téléconférences hebdomadaires** avec les services des Etats membres
- Impulsion des services/directions en charge de la surveillance et de la riposte en santé humaine et en santé animale et appuis techniques aux dispositifs de surveillance, avec notamment la mise en place de la **surveillance grâce aux NTIC** (websurveillance, m-health, etc.)

Formation en épidémiologie de terrain (FETP)

- FETP avancé (formation de 2 ans) : **21 diplômés** aujourd'hui positionnés à des postes clés des administrations nationales
- FETP Frontline (formation de 3 mois) : **115 diplômés** à mars 2023 avec objectif de 320 d'ici fin 2024
- Création d'un **Master FETP** avec une première cohorte de 18 apprenants régionaux (lancement 2023)
- Autres formations : **près de 1300 personnes formées** sur des thématiques diverses : assurance qualité, cartographie, bactériologie, lutte antivectorielle, maladies infectieuses...



Riposte aux épidémies

- Covid-19 (2020-2022) : 4,5 millions € mobilisés pour un plan d'urgence et de riposte. Dotation de générateurs pour les centres de traitement aux Comores ; renforcement des services aux frontières (ambulance, caméra thermique, ordinateurs, équipements de protection, thermoflash...) ; équipements de prise en charge (respirateurs, dispositifs à oxygène, moniteurs de suivi des patients, appareils de réanimation, etc.) ; protections individuelles ; équipements et consommables de laboratoires dont plateformes PCR, GeneXperts ; formations (contact tracing, intervention rapide) ; sensibilisation communautaire ; etc.
- Fièvre aphteuse à Maurice (2016-2021) et aux Comores (2017-2023) : Appuis techniques, coordination avec les partenaires, préparation et envoi des échantillons, interventions de riposte (vaccination), etc.
- Préparation au risque de rougeole : kits diagnostics, vaccins, appuis techniques...
- Préparation au risque Zika et aux arboviroses : équipes régionales multidisciplinaires mobilisées aux Comores, formation communautaire...
- Préparation au risque Ebola et à la peste pulmonaire : pré-positionnement d'équipements de protection, déploiement d'experts
- Préparation / prévention d'autres risques épidémiques : fièvre de la Vallée du Rift, Dengue, grippe aviaire...

Réseau des laboratoires et renforcement des capacités diagnostiques

- Evaluation des capacités et des besoins, appuis techniques et matériels, participation aux contrôles qualité externes
- Organisation de stages dans les laboratoires de référence de la région (Institut Pasteur, CHU de La Réunion)
- Mise en réseau des laboratoires nationaux avec les laboratoires de référence
- Formations sur la manipulation des échantillons (normes IATA)
- Renforcement des plateformes de diagnostic : sérologie, PCR, séquençage, bactériologie, dotations en consommables et réactifs
- Energies renouvelables pour les laboratoires des Comores et Madagascar, laboratoire P3 pour Maurice

Valorisation du réseau SEGA – One Health et de la coopération régionale en santé

- +10 publications scientifiques
- 2 congrès internationaux organisés



- Création d'un **réseau régional des régulateurs d'énergie** et d'un « Club des électriciens »
- Organisation de **deux forums régionaux des énergies durables** ayant rassemblés plus de 250 participants chacun, à Maurice en 2018 et à La Réunion en 2019
- **16 projets d'énergies durables co-financés** ayant, entre autres, permis de :
 - Fournir de **l'eau potable à +2400 personnes** grâce à une unité de dessalement fonctionnant à l'énergie solaire à Rodrigues (Maurice) ;
 - Doter **120 familles de biodigesteurs** et **500 ménages de foyers améliorés** à Madagascar ;
 - Faciliter l'accès à une **énergie propre et à bas coût à +150 000 familles** de régions rurales de Madagascar à travers le solaire, le biogaz, l'hydraulique, etc.
- **Formation de +150 techniciens** de la région sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique avec des institutions internationalement reconnues
- **1 programme régional d'efficacité énergétique** mobilisant près de 100 opérateurs économiques (secteurs du tourisme, de la restauration, du froid, etc.)



- **Festival tournant** de l'océan Indien (2003)
- Organisation d'un colloque régional sur « L'Indianocéanie, socle et tremplin de notre devenir » en 2013 qui a promu le terme « **Indianocéanie** » pour désigner la région du Sud-Ouest de l'océan Indien et, par ricochet, susciter l'intérêt de la communauté des étudiants et chercheurs, notamment à l'Université de La Réunion qui a organisé depuis plusieurs colloques et rencontres en lien avec l'Indianocéanie
- Création littéraire : **3 éditions du prix Indianocéanie**, **171 manuscrits** reçus, 1 édition spéciale « jeunesse » en cours
- **2 publications sur l'Indianocéanie** : «Mille visages, Actes du colloque de 2013» et « Patrimoines partagés », disponible en ligne sur le site de la COI
- Soutiens aux initiatives de l'Iconothèque historique de l'océan Indien de La Réunion pour la numérisation, la sauvegarde et la **valorisation des patrimoines iconographiques** de l'Indianocéanie
- **1 projet régional de développement des industries culturelles et créatives** en cours (Etats membres COI et Mozambique) avec une focale sur l'égalité femme-homme. Ce projet s'articulera notamment autour d'**appels à proposition** (mobilité, exportation des biens et services culturels, co-crédation...), de **formations** (professionnelle et niveau Master) ou encore de **valorisation du patrimoine matériel et immatériel**.

Une région...

... qui se reconnaît autour d'un nom, l'**Indianocéanie**, et qui forme une authentique **communauté de destin**

... qui est mieux sécurisée grâce à des dispositifs régionaux permettant de prévenir, réduire et riposter collectivement face à la multiplicité des risques (sanitaires, environnementaux, sécuritaires, climatiques...)

Des Etats membres...

... qui bénéficient du soutien actif d'une **dizaine de partenaires internationaux** pour mettre en œuvre une coopération régionale diversifiée

... qui disposent de **cadres, d'outils, de réseaux et d'expertises** pour se conformer aux engagements internationaux, soutenir la mise en œuvre des politiques publiques et relever les défis émergents

... qui adoptent des **positions communes et des stratégies régionales** pour faire face aux enjeux du développement durable et faire valoir la spécificité des îles à l'échelle continentale et internationale

Des communautés...

... qui sont **plus résilientes face aux risques** et bénéficient directement des actions de coopération

... qui sont **sensibilisées aux thématiques du développement durable**, aux risques et surtout aux solutions existantes et émanant du terrain

... qui sont soutenues dans leurs **actions locales** pour la résilience, l'autonomisation socioéconomique, l'innovation et l'entrepreneuriat

Atteindre les Objectifs de développement durable

L'action diversifiée de la COI participe à l'atteinte collective des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. En effet, les organisations et mécanismes de coopération régionale sont des contributeurs directs à l'agenda mondial pour le développement durable. Le tableau ci-dessous liste les ODD touchés par les actions thématiques de la COI. Dans cette mission en appui à ses Etats membres, la COI peut compter sur le soutien actif de ses partenaires techniques et financiers réalisant ainsi l'ODD



paix et gouvernance, sécurité maritime



climat et environnement



pêches et économie bleue



espace économique, entrepreneuriat, économie circulaire



sécurité alimentaire et nutritionnelle



santé



énergies durables



formation professionnelle, coopération universitaire et culturelle





© Commission de l'océan Indien, mars 2023





COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Secrétariat général de la COI

Blue Tower, 3e étage, rue de l'Institut | Ebène, Maurice
secrariat@coi-ioc.org | communication@coi-ioc.org

www.commissionoceanindien.org

